

Circulaire :	10-018
BOD :	6863
NOR :	BCRD1014461C

Titre : Droits additionnels dans le secteur des œufs et viandes de volaille

Date de signature :	28.04.2010
Remplace :	DA D/2 n° 06-042 du 29.09.2006 (BOD n° 6547 du 6.10.2006)
Auteur :	Direction générale des douanes et droits indirects. Bureau D/2 – Politique des contrôles
Signataire	Gérard SCHOEN, Sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude

Domaines :	Budget, fiscalité - Agriculture et pêche
Ministère :	Budget, comptes publics et réforme de l'Etat (BCR)
Destinataires :	Tous publics
Résumé :	La circulaire présente les modalités d'application des droits additionnels à l'importation dans le secteur des œufs et de la viande de volaille. Elle décrit les cas dans lesquels les droits additionnels et les garanties associées sont exigibles, ainsi que les modalités de calcul des droits additionnels.
Catégorie :	Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier de situations individuelles.
Annexes :	1
Mots clefs :	Economie et finances, commerce, artisanat, industrie, entreprise - Fiscalité, budget de l'Etat – Agriculture et espace rural, viticulture, bois et forêts.
Texte de référence 1 :	R(CE) n°1484/1995 du 28 juin 1995
<i>URL texte de référence 1 :</i>	http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31995R1484:FR:HTML
Texte de référence 2 :	R(CE) n°1234/2007 du 22 octobre 2007
<i>URL texte de référence 2 :</i>	http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2007:299:0001:01:FR:HTML
Texte de référence 3 :	
<i>URL texte de référence 3 :</i>	
Texte de référence 4 :	
<i>URL texte de référence 4 :</i>	
Texte de référence 5 :	
<i>URL texte de référence 5 :</i>	

Numéro CERFA
Mots clefs
Date de mise en application

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du budget, des comptes
publics et de la réforme de l'Etat

NOR :BCRD1014461C

Circulaire du 28 avril 2010

Droits additionnels dans le secteur des œufs et de la viande de volaille

Le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

Afin de tenir compte de modifications réglementaires, il convient d'abroger la décision administrative n° 06-042 du 29 septembre 2006 (BOD n° 6547 du 6 octobre 2006) rédigée par le bureau D/2 de la direction générale des douanes et droits indirects et la remplacer par la présente circulaire.

Il est précisé que la présente circulaire constitue une refonte globale de la précédente décision administrative. Le nombre important de modifications ne permet donc pas de les faire clairement ressortir dans le corps du texte.

L'article 141 du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés (OCM) dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement « OCM unique ») prévoit que l'importation de certains produits au taux du droit prévu au tarif douanier commun est soumise au paiement d'un droit à l'importation additionnel, afin d'éviter des perturbations du marché communautaire par des offres faites sur le marché mondial à des prix anormalement bas.

Le règlement (CE) n° 1484/95 de la Commission du 28 juin précise les modalités d'application des droits additionnels aux importations de viande de volaille, d'œufs et d'ovalbumine.

Les droits additionnels sont appliqués dès lors que le prix d'importation CAF, pour un produit considéré, est inférieur au prix de déclenchement.

I – PRECISIONS LIMINAIRES

1/ Prix CAF

Le prix CAF à l'importation est égal au prix FOB (free on board – prix au point de chargement) dans le pays d'origine augmenté du coût effectif du transport et des assurances jusqu'au lieu d'introduction sur le territoire douanier de la Communauté.

2/ Prix représentatif

Les prix représentatifs correspondent aux prix des produits sur le marché mondial ou sur le marché d'importation communautaire (article 141 §3 du règlement communautaire n°1234/2007).

Ils sont listés en annexe I du R(CE) n° 1484/1995 et modifiés chaque mois par règlement communautaire.

Les prix représentatifs servent à déterminer si une garantie doit être mise en place, dès lors que le prix CAF à l'importation est supérieur au prix représentatif.

3/ Prix de déclenchement

Les prix de déclenchement correspondent aux prix notifiés par la Commission à l'OMC (article 141§1 a) du règlement communautaire n° 1234/2007).

Ils servent à déterminer le montant des droits additionnels exigibles, dès lors que le prix CAF à l'importation est inférieur au prix de déclenchement.

Les prix de déclenchement sont listés en annexe II du R(CE) n° 1484/1995 et repris en annexe de la présente circulaire.

4/ Produits et origines concernés

Les produits et les origines potentiellement concernés par l'application de droits additionnels et/ou de garanties sont repris dans la liste fixant les prix représentatifs, modifiée mensuellement au JOUE.

Il doit être noté que les importations effectuées dans le cadre de contingent tarifaire ne sont pas soumises à l'application de droits additionnels ou garanties.

II. PRIX CAF INFÉRIEUR AU PRIX DE DÉCLENCHEMENT - APPLICATION DU DROIT ADDITIONNEL PROPORTIONNEL

Lorsque le prix CAF à l'importation d'un produit est inférieur au prix de déclenchement, le produit se voit appliquer, en plus des droits de douane à l'importation, un droit additionnel proportionnel à la différence entre le prix CAF et le prix de déclenchement.

Afin de permettre le calcul automatique des éventuels droits additionnels, l'opérateur doit indiquer sur la déclaration d'importation le prix CAF et demander son application, dans la rubrique « informations spécifiques – Produit PAC ».

Les droits additionnels sont calculés par tranches. Conformément à l'article 4 du R(CE) n°1484/1995, le calcul est le suivant :

Lorsque la différence entre le prix de déclenchement et le prix CAF de l'importation considérée est :

a) **inférieure ou égale à 10% du prix de déclenchement**, le droit additionnel est égal à zéro.

b) **supérieure à 10% mais inférieure ou égale à 40% du prix de déclenchement**, le droit additionnel est égal à 30% du montant en sus des 10 %.

c) **supérieure à 40% mais inférieure ou égale à 60% du prix de déclenchement**, le droit additionnel est égal à 50% du montant en sus des 40%, auxquels est ajouté le droit additionnel visé au point b).

d) **supérieure à 60% mais inférieure ou égale à 75% du prix de déclenchement**, le droit additionnel est égal à 70% du montant en sus des 60% auxquels sont ajoutés les droits additionnels visés aux points b) et c).

e) **supérieure à 75% du prix de déclenchement**, le droit additionnel est égal à 90% du montant en sus des 75%, auxquels sont ajoutés les droits additionnels visés aux points b), c) et d).

Le calcul du droit additionnel peut aussi être présenté de la manière suivante :

* P = prix de déclenchement

* V = valeur CAF du produit importé déclaré par l'opérateur

* D = P - V (différence entre le prix de déclenchement et le prix CAF à l'importation).

	<i>Différence (D)</i>	<i>Droit additionnel applicable</i>
Première tranche	$D \leq 10\%P$	0
Deuxième tranche	$10\% P < D \leq 40\% P$	$(D - 10\% P) \times 0,30$
Troisième tranche	$40\% P < D \leq 60\% P$	$[(D - 40\% P) \times 0,50] + X$
Quatrième tranche	$60\% P < D \leq 75\% P$	$[(D - 60\% P) \times 0,70] + X + Y$
Cinquième tranche	$D > 75\% P$	$[(D - 75\% P) \times 0,90] + X + Y + Z$

X = $(30 \% P) \times 0,30$. Cette formule correspond au droit additionnel maximal applicable à la seconde tranche.

Y = $(20 \% P) \times 0,50$. Cette formule correspond au droit additionnel maximal applicable à la troisième tranche.

Z = $(15\% P) \times 0,70$. Cette formule correspond au droit additionnel maximal applicable à la quatrième tranche.

Exemple :

Flux : Importation de viandes de volaille sous le code NC 0207145000, originaires du Brésil.

Quantités importées : 200 kg.

Prix CAF = 100 €/100kg. Le prix CAF pour l'opération est donc de **200 €** (100 x 2).

Prix de déclenchement = 235,7 €/100 kg. Le prix de déclenchement pour l'opération est donc de **471,4** (235,7 x 2).

Le prix CAF est inférieur au prix de déclenchement. L'opération est donc soumise au paiement de droits additionnels.

La différence (« D ») entre le prix de déclenchement et le prix CAF est de **271,4** (471,4 - 200).

La différence « D » représente 57,57 % du prix de déclenchement et se situe donc dans la troisième tranche (« supérieur à 40% du prix de déclenchement et inférieur à 60% du prix de déclenchement »).

Le droit additionnel (DA) est donc égal à la formule suivante :

$$\begin{aligned} DA &= [(D - 40\% P) \times 0,50] + X \\ DA &= [(271,4 - 188,56) \times 0,50] + [(30\% P) \times 0,30] \\ DA &= 41,42 + 42,426 = 83,846 \text{ €} \end{aligned}$$

III - PRIX CAF SUPERIEUR AU PRIX REPRESENTATIF – CONSTITUTION D'UNE GARANTIE

Lorsque le prix CAF est supérieur au prix représentatif, l'opérateur doit constituer une garantie (article 3§3 du règlement communautaire n° 1484/1995).

Dans ce cas, l'opérateur doit apporter la preuve de la réalité du prix CAF déclaré, en présentant au service de douane, au moment de l'acceptation de la déclaration, les preuves cumulatives suivantes :

- le contrat d'achat ou tout autre document équivalent,
- le contrat d'assurance,
- la facture,
- le certificat d'origine (le cas échéant),
- le contrat de transport,
- et, en cas de transport maritime, le connaissement.

De plus, l'opérateur doit, dans un délai de deux mois à compter de la date de vente de ses marchandises (dans la limite d'un délai de neuf mois après la date d'acceptation de la déclaration de mise en libre pratique), prouver au bureau de douane où ont été accomplies les formalités douanières d'importation que l'expédition a été écoulée dans des conditions telles qu'elles confirment la réalité du prix CAF déclaré (article 3§4 du règlement communautaire n°1484/1995).

Le délai de neuf mois peut être prolongé par le bureau de douane pour un maximum de trois mois, sur demande dûment justifiée de l'importateur.

Le non-respect de l'un ou l'autre de ces délais entraîne la perte de la garantie constituée.

Le 28 avril 2010

Pour le ministre, et sur délégation, le sous-directeur
Gérard SCHOEN

SIGNE

ANNEXE

LISTE DES PRIX DE DECLENCHEMENT

tels que figurant à l'annexe II du règlement (CE) n°1484/95 du 28 juin 1995

Code NC	Prix de déclenchement (en euros pour 100 kg)
0105.11.11	8 588,0
0105.11.19	8 588,0
0105.11.91	8 588,0
0105.11.99	8 588,0
0105.12.00	3 242,3
01.05.19.20	3 242,3
0105.19.90	14 525,0
0105.92.00	55,8
01.05.93.00	55,8
0105.99.10	115,1
0105.99.20	185,9
0105.99.30	147,8
0105.99.50	133,3
0207.11.10	142,3
0207.11.30	100,2
0207.11.90	128,5
0207.12.10	98,8
0207.12.90	131,2
0207.13.10	339,8
0207.13.20	100,0
0207.13.30	180,0
0207.13.50	227,1
0207.13.60	158,1
0207.13.70	310,7
0207.13.99	100,0
0207.14.10	333,5
0207.14.20	251,1
0207.14.30	97,5
0207.14.40	80,0

0207.14.50	235,7
0207.14.60	158,9
0207.14.70	316,6
0207.14.99	143,4
0207.24.10	170,0
0207.24.90	250,0
0207.25.10	177,7
0207.25.90	179,8
0207.26.10	339,0
0207.26.20	342,3
0207.26.50	279,9
0207.26.60	142,9
0207.26.70	177,8
0207.26.80	200,0
0207.26.99	216,7
02.07.27.10	329,9
0207.27.20	337,8
0207.27.40	80,8
0207.27.50	280,0
0207.27.60	111,1
0207.27.70	172,7
0207.27.80	233,3
02.07.27.99	131,3
0207.32.11	158,8
0207.32.15	185,1
0207.32.19	173,5
02.07.32.51	207,1
0207.32.59	257,3
0207.32.90	173,2
0207.33.11	170,1
0207.33.19	167,9
0207.33.51	200,0
0207.33.59	248,2
0207.33.90	204,5
0207.35.11	435,3

0207.35.15	423,2
0207.35.23	133,3
02.07.35.31	100,0
02.07.35.41	78,3
0207.35.51	463,4
0207.35.53	331,9
0207.35.61	309,7
0207.35.63	164,2
0207.36.11	465,3
0207.36.15	354,5
0207.36.21	100,0
0207.36.23	133,3
0207.36.31	107,8
0207.36.41	81,1
0207.36.51	432,4
0207.36.53	308,3
0207.36.61	309,7
0207.36.63	166,0
0207.36.71	234,5
0207.36.79	500,0
0207.36.90	163,2
0209.00.90	135,8
1602.32.11	318,6
1602.39.21	318,6
0407.00.11	935,9
0407.00.19	743,6
0407.00.30	52,7
0408.11.80	343,3
0408.19.81	69,6
0408.19.89	111,9
0408.91.80	271,4
0408.99.80	59,7
35.02.11.90	521,5
3502.19.90	51,7